

Affaire Guérini : Anticor porte plainte

Déc 10, 2012

Devant de nombreux media ayant répondu à son invitation, des élus locaux et des adhérents de l'association, Anticor a tenu hier à l'occasion de la Journée mondiale contre la corruption une conférence de presse à Marseille. Elle y a annoncé sa décision de se constituer partie civile dans « l'affaire Guérini ».

Anticor était représentée par Jean-Claude Roger, responsable du Groupe local Anticor 13, qui estime que le département se situe au 1er rang des zones les plus touchées par la corruption, par la Présidente Catherine Le Guernec, par la porte-parole Séverine Tessier et par son avocat Jérôme Karsenti.

Ainsi que l'a rappelé Catherine Le Guernec, de nombreux éléments du dossier, par leur gravité, leur ampleur, leur répétition, par leur caractère organisé et par le nombre de personnes impliquées (des sociétés, des entrepreneurs, des élus et des fonctionnaires), laisse entrevoir la possibilité de l'existence d'un véritable système de corruption dans les Bouches-du-Rhône, avec des ramifications en Corse, en Suisse et au Luxembourg. Ce sont autant d'agissements qui justifient pour nous l'intervention de notre association comme partie civile et donc en soutien des investigations judiciaires en cours menées par le juge Charles Duchaine. Nous serons soutenus dans notre action par le Groupe local très actif.

Ce dossier représente malheureusement en quelque sorte un « cas d'école ». Les attentes sont très fortes de la part de l'ensemble de la société. On ne peut pas laisser perdurer un sentiment d'impunité et des pratiques qui sont autant de graves coups de canif dans notre démocratie.

**Me Karsenti a également précisé que la décision d'Anticor de se constituer partie civile s'explique notamment par le fait que le conseil général ne l'a pas fait, alors que c'était son devoir. Anticor représentera la voix des citoyens dans un dossier où le département est le grand absent. Séverine Tessier a notamment pointé du doigt le manque de contrôle des institutions et les graves conséquences pour l'ensemble de notre système démocratique.**